

Face aux indépendantistes, la justice espagnole durcit le ton

MADRID Cinq responsables catalans ont été inculpés pour « rébellion »

► Sur décision de la Cour suprême, cinq dirigeants séparatistes ont été placés en prison préventive.

► Treize autres sont mis en examen.

► Un coup de massue pour les indépendantistes.

MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

Cinq dirigeants indépendantistes, dont le candidat à la présidence de la région Jordi Turull, ont été envoyés vendredi soir en prison préventive par un juge de la Cour suprême, la plus haute instance juridique espagnole. Aux côtés de Jordi Turull, qui ne pourra donc pas être présent ce samedi matin au parlement de Catalogne pour assister au débat sur son investi-

ture, on retrouve trois anciens conseillers du gouvernement régional, dont l'ancien « ministre des Affaires étrangères » catalan Raul Romeva et Carme Forcadell, présidente de la chambre régionale lors de la précédente législature.

Un peu plus tôt dans la journée, le magistrat Pablo Llarena, en charge de l'enquête sur le processus indépendantiste en Catalogne, avait confirmé l'inculpation des cinq responsables pour « rébellion », une peine passible de jusqu'à 30 ans de prison, pour leur rôle dans la tentative de sécession séparatiste de la région du nord-est en octobre dernier. Ils ne sont pas seuls puisque c'est en fait l'ensemble de l'état-major indépendantiste qui s'est vu ratifier sa mise en examen.

En tout, 13 responsables séparatistes, parmi lesquels l'ancien président Carles Puigdemont et son ex-vice-président Oriol Junqueras. Le juge Llarena a par ailleurs décidé de réactiver les mandats d'arrêts internationaux

à l'encontre des dirigeants qui se trouvent hors d'Espagne. Cela concerne en premier lieu Carles Puigdemont et ses quatre anciens conseillers installés depuis début novembre en Belgique, mais également Marta Rovira, le « bras droit » de Junqueras au sein de la Gauche républicaine catalane (ERC). Convoquée hier par le juge, Rovira ne s'est pas présentée au tribunal et a annoncé qu'elle abandonnait l'Espagne pour se rendre en Suisse.

Le juge Llarena a décidé de réactiver les mandats d'arrêts internationaux

Les décisions judiciaires annoncées hier sont un coup de massue pour les indépendantistes, qui doivent déjà affronter de sérieux déboires politiques. Le refus des quatre députés de la formation anticapitaliste de la CUP (Candidature d'Unité populaire) de soutenir jeudi la candidature de Jordi Turull à la présidence de la région témoigne des diver-

gences de plus en plus profondes au sein du « bloc » séparatiste, si on peut encore le nommer ainsi... Pour les responsables de la CUP, les deux grands partis indépendantistes, la coalition Ensemble pour Catalogne de Puigdemont et ERC « n'avancent plus dans la direction de l'indépendance » et ne montrent pas « une volonté de rupture » à l'égard de l'Etat espagnol.

Cette fracture a eu pour conséquence l'échec de l'investiture de Jordi Turull à la majorité absolue jeudi soir et elle représente un nouveau revers pour les desseins des indépendantistes. Plus de trois mois après leur victoire lors des élections régionales, ils peinent à redonner de l'allant à leur mouvement qui commence à manquer cruellement de leaders, entre ceux qui sont à l'étranger, ceux qui sont emprisonnés depuis de longues semaines et ceux qui, par lassitude ou par crainte de conséquences judiciaires, ont choisi de renoncer. ■

GUILLAUME BONTOUX

CATALOGNE

Manifestations et tensions

Quelques minutes après l'annonce de la décision du juge de la Cour suprême d'envoyer en prison cinq responsables indépendantistes, dont le candidat à la présidence du gouvernement régional Jordi Turull, des associations indépendantistes ont convoqué des rassemblements dans les principales villes de la région. A Barcelone, plusieurs milliers de personnes ont manifesté devant la délégation du gouvernement espagnol, dans la rue de Majorque, contre « la répression de l'Etat » et en faveur de la « libération des prisonniers politiques ». Des épisodes de tensions ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre déployées devant le bâtiment de l'exécutif de Madrid.

G.B.

